



STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS À
L'ÉGARD
DE L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE



J U I N 2 0 1 2



LA MAISON BLANCHE

WASHINGTON

14 juin 2012

Cela fait bientôt trois 3 ans environ que j'ai prononcé mon discours devant le parlement ghanéen au cours duquel j'ai souligné l'important rôle que joue l'Afrique dans notre monde interconnecté. Depuis lors, nous avons collaboré avec les dirigeants, les jeunes et la société civile en Afrique pour approfondir les principes démocratiques et des droits humains, pour multiplier les opportunités économiques et pour soutenir ceux qui recherchent la paix là où la guerre et la privation ont ruiné les communautés. L'Afrique et son peuple sont les partenaires de l'Amérique dans la construction du futur que nous voulons pour nos enfants—un futur qui repose sur la croissance, la responsabilité mutuelle et le respect mutuel.

Au moment où nous nous tournons résolument vers le futur, il est clair que l'Afrique est plus que jamais importante pour la sécurité et la prospérité de la communauté internationale en général et pour les États-Unis en particulier. Les économies africaines se hissent au rang des économies le plus fort taux de croissance dans le monde, grâce à l'innovation technologique qui se répand partout à travers le continent et sont parmi celles qui offrent d'énormes opportunités dans les domaines de la finance/bancaire, de la médecine, de la politique et des affaires. Parallèlement, la jeunesse montante change les économies et les systèmes politiques en profondeur.

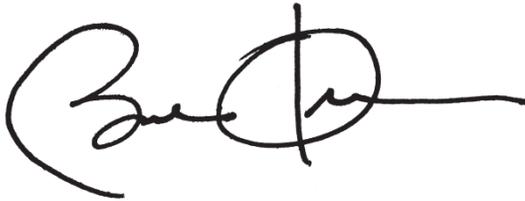
Exploiter les opportunités et les défis de l'Afrique exige que les États-Unis adoptent une politique globale qui soit proactive, innovante et qui établit un équilibre entre nos intérêts de long terme et les impératifs de court terme. La Nouvelle stratégie à l'égard de l'Afrique subsaharienne solidifie et promeut les nombreuses initiatives que nous avons lancées depuis ma présidence en vue de participer à la construction de cet équilibre, et souligne l'importance de deux efforts qui seront d'une grande importance pour l'avenir de l'Afrique : le renforcement des institutions démocratiques et stimuler une croissance économie à grande échelle, y compris au

travers du commerce et de l'investissement. Des institutions fortes, responsables et démocratiques, soutenues par un engagement profond en faveur de l'État de droit, génèrent une plus grande prospérité et stabilité, et parviennent avec grand succès à l'atténuation des conflits et à l'instauration de la sécurité. Une croissance économique durable et inclusive est un élément clé de la sécurité, de la stabilité politique et du développement, et constitue par conséquent le ferment des efforts visant la réduction de la pauvreté par le biais de la création de ressources qui multiplient les opportunités et permettent aux individus d'atteindre la plénitude de leur potentiel.

Tout en reconnaissant les grands efforts que plusieurs pays du continent ont fourni pour élargir la participation politique et réduire la corruption, il convient de relever que beaucoup reste à faire pour la mise en place de processus électoraux équitables, d'institutions transparentes qui protègent les droits universels et qui offrent et protègent la sécurité et les biens publics. Notre message à l'intention de ceux voudraient altérer le processus démocratique est clair et univoque : les États-Unis ne resteront pas sans rien faire lorsque des acteurs menacent des gouvernements légitimement élus ou manipulent l'équité et l'intégrité des processus démocratiques et nous œuvreront dans un partenariat stable avec ceux qui sont engagés en faveur des principes d'égalité, de justice et de l'État de droit.

L'Amérique croit en l'Afrique en tant que région d'opportunités et de promesses sans cesse croissantes, pour l'Afrique, pour l'Amérique et pour nos peuples et nos économies. Nous croyons que l'Afrique peut être le prochain exemple de succès économique dans le monde. Nous collaborerons avec nos partenaires africains pour mettre en place des institutions solides, pour supprimer les obstacles au commerce et à l'investissement et pour élargir les opportunités permettant aux pays africains d'accéder effectivement à nos différents marchés et aux marchés internationaux, pour intégrer une gouvernance économique fiable et diversifier leurs économies pour transcender la dépendance étroite aux ressources naturelles, et —le plus important— créer des opportunités permettant au peuple africain de prospérer. Parallèlement au soutien que nous accorderons à ces efforts, nous encouragerons les entreprises américaines à saisir les opportunités de commerce et d'investissement qui existent en Afrique, de telle sorte que leur expertise, leurs capitaux et leurs technologies puissent renforcer l'expansion économique de la région tout en aidant l'Amérique de créer des emplois pour ses citoyens.

Parmi tous ces efforts, les États-Unis privilégieront les efforts qui visent l'autonomisation de la prochaine génération de dirigeants africains. Ces jeunes femmes et hommes ont démontré à de nombreuses reprises la volonté et la capacité de changer leurs communautés et leurs pays pour le mieux, et les États-Unis continueront à être leur allié et partenaire infallible. Ce partenariat avec la nouvelle génération de dirigeants africains s'étendra au-delà de notre gouvernement influencera les relations larges et grandissantes entre nos peuples, nos entreprises et nos institutions. Ces racines guideront notre chemin vers un futur caractérisé par la démocratie, la paix et la prospérité pour les générations à venir.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'B' followed by a circular flourish and a horizontal line extending to the right.



Stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique subsaharienne

Introduction

Dès sa prise de fonction, le Président Obama s'est engagé à soutenir des gouvernements stables, ouvertes et responsables, ainsi que le développement durable en Afrique. Dans son discours prononcé devant le Parlement ghanéen en juillet 2009, le Président a affirmé que l'Afrique est une partie fondamentale de notre monde interconnecté, et a souhaité un partenariat avec l'Afrique qui soit "fondé sur la responsabilité mutuelle et le respect mutuel". La Stratégie de sécurité nationale, publiée en mai 2010, renforce cette vision et milite en faveur d'un partenariat avec les nations africaines au moment où elles développent leurs économies et renforcent leurs institutions démocratiques et leur gouvernance. En juin 2012, le Président a approuvé une Directive de politique présidentielle qui définit sa vision sur la politique américaine à l'égard de l'Afrique subsaharienne. Le présent document s'inspire de cette directive et la reflète.

Au cours des trois dernières années et demie, nous avons œuvré à traduire les mots du Président devant le Parlement ghanéen en action. Nous avons soutenu le développement de la démocratie en renforçant les institutions et en confrontant les dirigeants dont les actions constituent une menace pour la transition politique pacifique, y compris en Côte-d'Ivoire. Nous avons promu la paix et la sécurité en jouant un rôle important dans la naissance du Sud-Soudan, en soutenant la Mission de l'Union africaine en Somalie et en collaborant avec les partenaires de la région pour lutter contre la dangereuse milice, l'Armée de résistance du Seigneur. Nous avons pris contact avec les jeunes leaders du continent qui influenceront l'avenir de ce continent. Nous avons investi dans des partenariats de développement pour favoriser la croissance économique soutenue, pour promouvoir la sécurité alimentaire, pour accroître la capacité d'adaptation au changement climatique et pour améliorer la capacité des pays et des communautés à lutter contre le Vih/Sida, le paludisme et les autres menaces de santé. Nous sommes les premiers à répondre aux crises alimentaires, y compris

dans la corne de l'Afrique, tout en collaborant avec nos partenaires africains pour promouvoir l'adaptabilité et prévenir les crises futures.

Les économies de l'Afrique subsaharienne sont celles qui ont le plus fort taux de croissance dans le monde. Un nombre croissant de gouvernements africains et d'organisations régionales jouent un rôle prépondérant dans la gestion des défis sécuritaires et politiques à l'intérieur de leurs frontières et à l'extérieur et ils sont de plus en plus des acteurs influents de la scène internationale. L'Union africaine joue un rôle principal dans les questions politiques, diplomatiques et de maintien de la paix sur le continent. Parallèlement, l'urbanisation et une population jeune bourgeonnante transforment la société de manière profonde et les jeunes gens font de plus en plus entendre leurs voix.

Bien que le continent ait réalisé des succès en démocratie et dans la mise en place des institutions, ces gains demeurent fragiles. Il reste encore cependant de nombreux pays où la transition vers la démocratie est difficile et lente et il y a des leaders qui refusent de renoncer au pouvoir. Dans de nombreux pays, la corruption est endémique et les institutions étatiques sont faibles. En plus de l'érosion de la légitimité des gouvernements, ces facteurs nuisent à l'entrepreneuriat local et aux investissements étrangers. Malgré qu'ils disposent d'une grande partie des terres arables du monde et des ressources halieutiques abondantes, de nombreux États de l'Afrique subsaharienne se caractérisent par un secteur agricole peu performant et une pauvreté qui menace toujours inutilement la vie des populations. Les défis sécuritaires transnationaux constituent des menaces pour la stabilité de la région, la croissance économique et les intérêts américains.

Parallèlement à la gestion de ces opportunités et défis, nous serons guidés par nos intérêts primordiaux en Afrique subsaharienne : assurer la sécurité des États-Unis, de nos citoyens, de nos alliés et de nos partenaires ; promouvoir des États démocratiques qui sont économiquement prospères et des partenaires forts sur le plan mondial ; élargir les opportunités pour le commerce et l'investissement américains ; prévenir les conflits et les atrocités de masse, et soutenir une croissance économique durable, de grande échelle, et la réduction de la

pauvreté.

Étant donné l'importance stratégique grandissante de l'Afrique subsaharienne pour les États-Unis, au cours des cinq prochaines années, nous redirigerons nos efforts et les multiplieront en vue de renforcer les institutions démocratiques et booster la croissance économique, le commerce et les investissements, tout en continuant à poursuivre d'autres objectifs sur le continent. Des institutions démocratiques plus fortes permettent aux États de réaliser une plus grande stabilité et prospérité ; réussissent mieux dans la réduction des conflits et des menaces transfrontalières ; et constituent des partenaires forts pour les États-Unis. En outre, promouvoir une croissance économique durable et inclusive est un élément clé de la sécurité, de la stabilité politique et du développement, et constitue par conséquent le ferment des efforts visant la réduction de la pauvreté par le biais de la création de ressources qui soutiennent les soins de santé, l'éducation et les biens publics.

STRATÉGIE À QUATRE PILIERS

Les États-Unis collaboreront avec les pays de l'Afrique subsaharienne pour atteindre des objectifs interdépendants et mutuellement consolidants : (1) renforcer les institutions démocratiques ; (2) stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements ; (3) Promouvoir la paix et la sécurité ; et (4) promouvoir les opportunités et le développement. Parmi tous ces objectifs, nous allons : approfondir notre collaboration avec les jeunes leaders africains ; œuvrer à l'autonomisation des populations marginalisées et des femmes ; gérer la situation unique des États fragiles et post-guerre ; et collaborer étroitement avec l'ONU et les autres acteurs multilatéraux en vue d'atteindre nos objectifs sur le continent.

I. Renforcer les institutions démocratiques

Comme le Président l'avait déclaré au Ghana, "L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes". Nous œuvrerons pour faire avancer la démocratie en renforçant les institutions à tous les niveaux, en soutenant et en se fondant sur les aspirations des Africains pour une gouvernance plus transparente et responsable, en promouvant les droits de l'homme et l'État de

droit, et en confrontant les dirigeants dont les actions menacent la crédibilité des processus démocratiques. Comme mentionné dans la Stratégie de sécurité nationale, le soutien à la démocratie est d'une importance majeure pour les intérêts des États-Unis et constitue un élément fondamental de l'intervention américaine à l'étranger. Par conséquent, nous mènerons les actions suivantes.

- **Promouvoir une gouvernance responsable, transparente et sensible**

Les États-Unis multiplieront leurs efforts visant à soutenir et renforcer les capacités des principaux réformateurs et institutions gouvernementales à tous les niveaux, en vue de promouvoir l'État de droit, renforcer les contre-pouvoirs sur l'exécutif, et intégrer des pratiques de gouvernance agile. En outre, nous œuvrerons à élargir l'adhésion des Africains au Partenariat de gouvernance ouvert et à l'initiative pour la transparence des industries extractives qui promeuvent une gouvernance fiable, la transparence et la responsabilité.

- **Valoriser les modèles positifs**

Les États-Unis reconnaissent que les Africains doivent trouver des solutions durables et construire leurs propres démocraties. À cet effet, nous soutiendrons les leaders et les acteurs qui créent des modèles démocratiques viables, y compris les dirigeants élus, ainsi que les jeunes Africains qui sont des leaders de la société civile et dans l'entrepreneuriat. Nous utiliserons le pouvoir de facilitation du Gouvernement des États-Unis pour aider les jeunes leaders africains à se mettre en réseau et s'entraider, pour partager des solutions innovantes, et pour démontrer le soutien de l'Amérique à ces efforts.

- **Promouvoir et protéger les droits de l'homme, la société civile et la presse indépendante**

Les États-Unis amplifieront et soutiendront les voix qui appellent au respect

des droits de l'homme, de l'État de droit, de la responsabilité et des mécanismes transitoires de justice, ainsi que les média indépendants. Par ailleurs, nous continuerons à mettre l'accent sur l'émancipation des femmes et des populations marginalisées et lutter contre la discrimination sur des bases sexistes, les infirmités et l'orientation sexuelle.

- **Assurer une convergence soutenue sur la crédibilité des processus démocratiques**

Les États-Unis adopteront une position forte et cohérente contre les actions qui minent les institutions démocratiques ou la légitimité des processus démocratiques. Nous évaluerons les élections sur la base de normes d'équité et d'impartialité les plus élevées possibles. Les États-Unis œuvreront à intensifier l'adhésion au principe du contrôle des civils sur l'armée et pour soutenir les fortes mesures contre les individus et les groupes qui constituent une menace pour les gouvernements légitimement élus.

- **Promouvoir des normes démocratiques fortes**

Les États-Unis soutiendront les efforts des organismes internationaux et régionaux en vue de renforcer l'application cohérente des pratiques démocratiques, notamment de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que d'autres normes multilatérales. Nous soutiendrons l'enseignement de base et civique en vue de s'assurer que les générations futures sont actives, informées et engagées en faveur des droits et des responsabilités de la citoyenneté démocratique.

II. Stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements

Les États-Unis ont intérêt à améliorer la compétitivité commerciale de la région, à encourager la diversification des exportations au-delà des ressources naturelles et à s'assurer que les retombées de la croissance sont accessibles aux

populations. Nous nous attèlerons à réaliser les actions ci-après au moment où nous voulons accélérer la croissance, y compris par le biais du commerce et les investissements.

- **Promouvoir et favoriser un environnement favorable pour le commerce et les investissements**

En s'inspirant de programmes américains tels que le Partenariat pour la croissance et la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire & la nutrition, ainsi que des programmes internationaux, tels que le Partenariat pour un gouvernement ouvert et l'Initiative pour la transparence des industries extractives, nous encouragerons des réformes légales, réglementaires et institutionnelles qui contribuent à la création d'un environnement favorisant le commerce et les investissements en Afrique subsaharienne. En outre, nous encouragerons le secteur privé pour qu'il collabore avec leurs gouvernements pour que les réformes nécessaires soient entreprises.

- **Améliorer la gouvernance économique**

Nous aiderons à bâtir la capacité du secteur public à fournir des services et à améliorer les protections contre les activités financières illicites. Une plus grande gouvernance économique facilite la gestion efficace des finances publiques, une plus grande transparence dans l'utilisation de (et faible dépendance à) l'aide extérieure, et une plus grande transparence et responsabilité. Quant à une gestion financière publique solide, elle permet d'accroître la transparence et l'efficacité des opérations gouvernementales et d'élargir la base des recettes.

- **Promouvoir l'intégration régionale**

Une plus intégration régionale en Afrique créera de plus grands marchés, améliorera les économies d'échelle et réduira les coûts de transaction pour le commerce local, régional et mondial. Nous collaborerons avec les

communautés économiques régionales, y compris par le biais de l'Initiative États-Unis - Communauté de l'Afrique de l'est pour le commerce et les investissements, ainsi qu'avec les gouvernements des différents pays en vue de réduire les obstacles au déroulement du commerce et des investissements. De manière spécifique, nous allons promouvoir la facilitation du commerce, la modernisation des douanes et l'harmonisation des normes ; soutenir la cohérence réglementaire et la transparence ; améliorer les infrastructures qui renforcent le commerce régional et l'accès aux marchés internationaux ; et rechercher des voies et moyens permettant de supprimer les contraintes au fonctionnement efficace des chaînes d'approvisionnement dans la région.

- **Augmenter la capacité de l'Afrique à accéder effectivement aux marchés internationaux et en tirer profit**

En dépit des avantages douaniers offerts par les États-Unis à l'Afrique subsaharienne, les exportations non pétrolières de l'Afrique vers les États-Unis continuent d'augmenter à un rythme faible et n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Pour augmenter la capacité de l'Afrique à produire des biens exportables qui soient diversifiés et compétitifs et qui satisfont aux normes mondiales en la matière, nous allons (1) collaborer avec le Congrès pour proroger les préférences unilatérales prévues par la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique - Loi AGOA - au-delà de 2015, ainsi que le Système généralisé des préférences des États-Unis au-delà de 2013, tout en évaluant la possibilité de moderniser ces programmes et de renforcer la capacité de l'Afrique à utiliser pleinement ces programmes et en tirer profit, y compris par le biais de l'Initiative en faveur de la compétitivité et de l'expansion du commerce en Afrique (ACTE, acronyme anglais) ; (2) renforcer la coopération et l'assistance technique dans de nombreux domaines, y compris renforcer la capacité de l'Afrique à se conformer aux normes de production et aux exigences relatives à la sécurité alimentaire, ainsi qu'aux soins sanitaires et phytosanitaires, au test des produits et à la certification ; et (3) prendre des mesures pour augmenter la productivité et améliorer la compétitivité

des exportations africaines, y compris en soutenant la suppression d'un ensemble de contraintes liées à l'approvisionnement qui augmentent les coûts et réduisent l'efficacité des exportations.

- **Encourager les entreprises américaines à investir en Afrique et à y faire du commerce**

De nombreuses entreprises américaines - notamment les petites et moyennes entreprises - ne sont pas conscientes des opportunités de commerce et d'investissement qui existent en Afrique, ou rencontrent des difficultés pour établir des relations d'affaires dans les pays de l'Afrique subsaharienne. En droite ligne avec les objectifs de l'Initiative nationale en faveur des exportations, nous mènerons une "Campagne baptisée Faire des affaires en Afrique" en vue mobiliser les ressources du Gouvernement des États-Unis pour soutenir les entreprises américaines dans l'identification et l'exploitation des opportunités qui existent en Afrique subsaharienne. En outre, nous prendrons attache avec les membres de la diaspora de l'Afrique subsaharienne aux États-Unis qui font preuve d'un intérêt grandissant dans l'investissement dans les pays de leur région d'origine.

III. Promouvoir la paix et la sécurité

Les pays africains font preuve de capacités croissantes pour impulser la gestion des questions de sécurité sur le continent. Cependant, les conflits au niveau interne et international, ainsi que l'incapacité de certains gouvernements à satisfaire les besoins de sécurité de base de leurs populations continuent à constituer des obstacles clés à l'effectivité de la gouvernance démocratique, de la croissance économique, du commerce et des investissements, ainsi que du développement humain. Seuls les gouvernements africains et leurs populations peuvent résoudre de manière durable les défis sécuritaires et les divisions internes qui minent le continent, bien que les États-Unis puissent influencer positivement. Reconnaisant ce fait, nous mènerons les actions suivantes.

- **Lutter contre Al-Qaeda et d'autres groupes terroristes**

Dans notre approche contre le terrorisme, nous continuerons à être guidés par la déclaration du Président dans la Stratégie de sécurité nationale, selon laquelle sa plus grande responsabilité n'est autre que d'assurer la sécurité du peuple américain. En conformité avec la Stratégie de sécurité nationale pour la lutte contre le terrorisme, nous concentrerons nos efforts sur la rupture, le démantèlement et éventuellement la défaite d'Al-Qaeda, de ses affiliés et adhérents en Afrique en vue d'assurer la sécurité de nos citoyens et de nos partenaires. Car, notre but est renforcer la capacité des organismes civils à offrir la sécurité à leurs citoyens et à lutter l'extrémisme violent par le biais d'une gouvernance plus efficace, du développement et les actions policières.

- **Promouvoir la coopération en matière de sécurité régionale et la réforme du secteur sécuritaire**

Nous approfondirons nos partenariats sécuritaires avec les pays africains et les organisations régionales et leurs forces en attente en augmentant les efforts de renforcement des capacités des armées africaines par le biais d'opérations à faible coût, de petite envergure, conforme à la vision définie dans "*Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense.*" Nous œuvrerons également au renforcement des capacités des organismes et institutions civils en vue d'améliorer la capacité du continent à instaurer la sécurité et à répondre aux conflits émergents. Par ailleurs, l'armée américaine et les agences civiles des États-Unis aideront à l'émergence de forces de sécurité, d'organismes de renseignement, de forces de maintien de l'ordre et d'organismes de contrôle des frontières efficaces dans les nations partenaires, qui sont soumis aux autorités civiles constitutionnelles avec ils collaborent.

- **Prévenir les menaces criminelles transfrontalières**

Nous mettrons en place des partenariats qui mettront à contribution notre

expertise dans les domaines des frontières terrestres, de l'aviation, de la cyber-sécurité et de la sécurité maritime, ainsi que dans le secteur financier en vue de lutter contre les mouvements illégaux de personnes, d'armes, de drogues et d'argent, ainsi qu'en vue d'empêcher les criminels d'accéder aux composantes et à la technologie des armes de destruction massive. Nous œuvrerons à la réduction du vol armé en mer, à la protection des pêcheries et à la mise en œuvre de notre Plan d'action de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. En conformité avec la Stratégie de lutte contre le crime organisé transfrontalier, nous soutiendrons les efforts et renforcerons les capacités des partenaires à lutter contre la corruption et l'instabilité, ainsi que contre la traite d'êtres humains.

- **Prévenir les conflits et, si nécessaire, atténuer les atrocités de masse et amener les auteurs à répondre de leurs actes**

En conformité avec les objectifs de la Directive présidentielle 10, nous nous attaquerons aux risques d'atrocités le plutôt possible en vue de prévenir la violence avant qu'elle n'éclate, et nous stimulerons les efforts nationaux et internationaux visant à traduire les auteurs en justice. Par ailleurs, nous fournirons un soutien plus grand et large aux gouvernements et aux organisations multilatérales en vue d'œuvrer pour l'atteinte des mêmes objectifs.

- **Soutenir les initiatives de promotion de la paix et de la sécurité**

Nous apporterons notre soutien aux missions de maintien de la paix et de consolidation de la paix en Afrique subsaharienne, y compris en s'assurant que les missions de maintien de la paix disposent de leaders adéquats, soutiens appropriés et des ressources nécessaires en vue de maximiser leur efficacité. Au sein des pays africains, nous offrirons notre soutien à ceux qui œuvrent pour la suppression des divisions au niveau local grâce à la mise en œuvre de processus politiques durables et pacifiques.

IV. Promouvoir les opportunités et le développement

Le présent gouvernement, y compris par le biais de la Directive présidentielle sur le développement global, a développé une nouvelle approche qui met l'accent sur le développement durable, ainsi qu'un nouveau modèle opérationnel pour l'aide américaine au développement qui se fonde sur les réalisations actuelles. L'Afrique est au centre de trois principales initiatives de développement du Président : l'Initiative mondiale en matière de santé, Nourrir l'avenir, et l'Initiative mondiale pour la lutte contre le changement climatique. En outre, deux des quatre pays du Partenariat pour la croissance (Ghana et Tanzanie) se trouvent en Afrique. Dans le cadre de chacun de ces efforts, nous avons souligné l'importance de la réforme et de la transparence pour le développement et nous avons mis l'accent sur la bonne gestion de l'économie et des projets en vue promouvoir la durabilité. Nous investissons dans un nombre croissant de pays de grande performance et les résultats sont visibles au travers d'une plus grande capacité et d'un plus engagement de nos partenaires. Nous mènerons les actions ci-après, au moment où nous œuvrons à l'accélération des progrès du développement :

- **Supprimer les contraintes à la croissance et promouvoir la réduction de la pauvreté**

Nous exprimerons notre engagement par le biais des institutions financières en plaidant en faveur d'une augmentation des financements accordés aux pays pauvres, et nous mettrons l'accent sur la suppression des contraintes à la croissance et nous encouragerons les gouvernements à utiliser leurs recettes, notamment celles obtenues du secteur de l'énergie, au grand bénéfice de leurs populations. Nous continuerons à soutenir l'expansion et l'amélioration des services éducatifs en Afrique subsaharienne.

- **Promouvoir la sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire constituera également une priorité en conformité avec les

engagements pris par les États-Unis au cours du Sommet de l'Aquila, par le biais de l'Initiative Nourrir l'avenir, et la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition lancée au cours du sommet du G8 en 2012. Nous bâtissons sur les progrès réalisés jusqu'à présent tout en intensifiant par ailleurs nos efforts de promotion des réformes politiques, de stimulation de l'arrivée d'un plus grand volume de capitaux privés dans l'agriculture, d'innovation à grande échelle et de réduction des risques.

- **Transformer la santé publique en Afrique**

Nous agirons au travers de l'Initiative mondiale en matière de santé et de nos différents programmes sanitaires, y compris le Plan d'urgence présidentiel de lutte contre le VIH/Sida (PEPFAR acronyme anglais) et l'Initiative présidentielle contre le paludisme; en vue de lutter contre les maladies et la malnutrition tout en renforçant les systèmes de soins de santé pour un impact durable. Nous continuerons à mettre à contribution l'initiative dont font preuve un nombre croissant de pays africains sur la santé mondiale en vue stimuler nos efforts de promotion de la bonne gouvernance, du développement et de la croissance économique, y compris au moment où nous visons l'élargissement des cibles de prévention du Sida annoncé le jour de la célébration de la Journée mondiale du Sida en 2011, et par le biais de l'Appel à l'action pour la survie de l'enfant.

- **Accroître les opportunités en faveur des femmes et de la jeunesse**

Nous continuerons à utiliser notre diplomatie et nos programmes d'assistance pour émanciper les femmes, y compris au travers du programme Entrepreneuriat féminin africain, la mise en œuvre du Plan d'action national américain en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, ainsi que la mise en exergue de la santé de la mère et de l'enfant en tant qu'élément central de l'Initiative mondiale en matière de santé. En outre, il faudra également œuvrer à l'accroissement des efforts en faveur de la protection de la femme dans le contexte de conflit et des urgences humanitaires. Nous n'aurons cesse de collaborer avec la prochaine génération de dirigeants africains en promouvant l'Initiative présidentielle

en faveur des jeunes leaders africains en vue de leur fournir des outils pour soutenir le développement du leadership, promouvoir l'entrepreneuriat et les mettre en réseau, entre eux et avec les États-Unis.

- **Réagir aux crises humanitaires tout en promouvant la résilience**

Tout en continuant à diriger le monde en fonction des crises humanitaires survenant en Afrique, nous promouvons des politiques et des programmes la résilience et les appliquerons à l'échelle. Dans ce contexte, nous œuvreront à la prévention de l'affaiblissement ou la déchéance des économies locales, à la protection du bétail, à la promotion de l'accès durable à l'eau propre et à l'investissement dans des programmes qui réduisent la vulnérabilité des communautés face aux catastrophes anthropiques et naturelles.

- **Promouvoir une croissance à faible émission de gaz et le développement durable et construire la résilience aux changements climatiques**

Nous allons continuer à promouvoir la capacité d'adaptation et la résilience aux impacts du changement climatique sur la nourriture, l'eau et la santé dans les pays africains vulnérables, à soutenir l'adoption de stratégies de développement à faible émission de gaz, et à mobiliser des financements pour soutenir le développement et le déploiement de l'énergie propre. Par ailleurs, nous continuerons à œuvrer à la protection des ressources naturelles et à encourager leur utilisation durable.

